

Expansion des exportations—Loi

J'aimerais parler d'une autre inconséquence de la politique gouvernementale. Le président M. MacDonald nous a dit, lors des séances du comité, que la SEE ne fera absolument rien en Rhodésie. Que la Rhodésie ne figure pas sur sa liste. Que même si une opération avec la Rhodésie est commercialement valable, elle ne s'en mêlera pas. A ce propos, je pense que le pays s'appelle toujours la Rhodésie et pas le «Zimbabwe.»

D'après la Société, le gouvernement n'a rien à dire dans le choix des emprunteurs. Mais quand le gouvernement lance un communiqué officiel, et que par décret il décide de ne pas avoir de relations avec la Rhodésie, la SEE ne finance plus de transactions avec ce pays.

Bonne nouvelle! Si le gouvernement prend un décret ou pour politique de ne pas avoir de relations avec la Rhodésie, la SEE ne fera rien avec la Rhodésie. L'impression laissée par M. MacDonald est que, pour que la SEE traite avec ce pays, il suffirait que le gouvernement prenne un décret. Toutefois il a déclaré qu'ils n'avaient pas pour politique de financer des transactions avec des pays qui n'avaient plus la faveur du public canadien.

On l'a ensuite interrogé sur Cuba, sur la question de savoir si la SEE était toujours disposée à financer des transactions avec Cuba. Nous savons que Cuba est particulièrement cher au premier ministre (M. Trudeau). Il est au mieux avec Fidel Castro. On a dit d'eux, par le passé, qu'ils étaient inséparables comme les deux doigts de la main.

Des voix: Oh, oh!

M. Crosbie: En fait, comme l'a dit l'ancien premier ministre, le très hon. député de Prince-Albert (M. Diefenbaker) ils s'aimaient tant, à une certaine époque, que le premier ministre a même tenté d'effectuer, vainement, le voyage en canot de la Floride à Cuba. Si nous avions eu le privilège d'y assister c'eût été l'une des plus grandes rencontres de 1960.

De toute manière, Cuba fait vibrer une corde très sensible dans le cœur du premier ministre. Nous avons posé une question à propos de Cuba car il s'est montré quelque peu irrité vis-à-vis de ce pays récemment, étant donné tous les troubles qui perturbent l'Afrique, et la présence d'une dizaine de milliers de Cubains dans ce continent. Tels des abeilles africaines, ils s'affairent de tous côtés, sèment le désordre, «aiguillonnent» l'économie et s'introduisent au Mozambique, ou quel que soit le nom donné à cette contrée aujourd'hui. Vous pouvez le voir, monsieur l'Orateur, je ne suis pas expert en affaires internationales et il m'est difficile de me tenir au courant de tous ces changements de noms.

Les Cubains deviennent donc quelque peu gênants en Afrique. Le premier ministre a déclaré à la Chambre que nous ne donnerions rien de plus à Cuba et qu'on ne lui ferait plus de cadeau. Par conséquent, nous avons demandé au président si cette décision aurait une incidence sur la SEE et si celle-ci allait continuer à financer les transactions avec Cuba. Nous savons que le ministre du sport amateur et de la santé ou est-ce de la santé amateur et du sport ou du sport pour amateurs en santé s'est rendu à Cuba à Noël.

M. Paproski: Le ministre du jeu de hasard.

M. Crosbie: Le ministre de la loterie et du jeu de hasard s'est rendu à Cuba à Noël. Apparemment, nous sommes encore autorisés à nous y rendre en touristes bien qu'un ministre nous conseille de passer toutes nos vacances au Canada. Toutefois, je ne veux pas me montrer déplaisant et

attirer l'attention sur les incohérences des mesures prises par le gouvernement.

Des voix: Oh, oh!

M. Crosbie: Les députés d'en face sont très susceptibles. Il doit y avoir une élection qui se prépare d'ici les douze prochains mois, et cela les rend très nerveux. Je le répète, nous avons demandé si la SEE accepterait de financer une transaction avec Cuba. Mais voilà, la Rhodésie, il n'en est pas question, mais Cuba oui. Si une transaction commerciale se prépare avec Cuba, on prendra soin de défendre les intérêts de Cuba. Par conséquent on accepte Cuba et on rejette la Rhodésie. Ces deux pays appartiennent à deux continents distincts, ce qui explique, je suppose, cette différence.

Le député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert) a posé une question sur Taïwan. Mais voilà, il n'était pas question de Taïwan, alors que Cuba est dans nos bonnes grâces. Les pauvres Taïwanais n'obtiendront pas un sou. Ils ne peuvent même pas obtenir de prêt à faible intérêt de la SEE. Quel que soit l'intérêt qu'il y ait pour le Canada à traiter avec l'île, on ne peut traiter avec Taïwan, pas plus qu'on ne peut faire d'affaires avec la Rhodésie. Cependant, libre à nous de traiter avec Cuba, l'URSS, la Tchécoslovaquie, la Pologne et tous les autres pays communistes du monde. Il est possible de traiter avec les pays puissants, les autres qui le sont moins, mais on ne peut traiter ni avec Taïwan ni avec la Rhodésie.

Le gouvernement est censé encourager avant tout les affaires. Pour le ministre de l'Industrie et du Commerce, les affaires sont les affaires. Il ne veut rien entendre pour interdire les boycottages dus au conflit arabo-israélien. Il ne veut pas compromettre le commerce canadien pour des querelles entre les pays arabes et le Moyen-Orient. Il veut bien permettre aux Canadiens de boycotter Israël, s'ils ne demandent pas au gouvernement de l'aide pour le faire. Ce n'est pas qu'il veuille les aider à le faire, mais s'ils veulent le faire de leur propre gré, c'est très bien. Cependant la SEE juge préférable de ne pas traiter avec la Rhodésie ni avec Taïwan.

● (2022)

Il ne peut pas y avoir deux poids deux mesures. Le Canada a-t-il une politique officielle ou non? Fait-il oui ou non affaire avec le diable ou avec quiconque veut faire affaire avec lui? Au comité, le ministre a déclaré que nous ferions affaire avec le diable si c'était dans l'intérêt du Canada. Il semble cependant que les diables de Rhodésie et les diables de Taïwan ne soient pas dans la même catégorie que les diables cubains. On établit donc des distinctions entre les diables et j'ai l'intention de demander au commissaire aux droits de la personne, M. Gordon Fairweather, d'examiner cette politique. Cela ne me semble pas très logique.

Un pays peut fonder sa politique étrangère ou bien sur les droits de la personne ou bien sur d'autres considérations morales, bien que ce ne soit pas une bonne chose à faire d'après les diplomates avisés—il est apparemment difficile et dangereux de porter des jugements moraux sur ce qui se passe dans le reste du monde—ou n'en rien faire. Si nous portons un jugement moral sur la Rhodésie et Taïwan, nous devrions à mon avis faire la même chose pour d'autres pays. Il y a bien d'autres pays qui ont une politique interne tout aussi répréhensible à mon avis que la Rhodésie et Taïwan. Il y a partout dans le monde des dictatures sous une forme ou sous une autre. Ce